

## **Amérique latine : bilan et perspectives des politiques des gouvernements progressistes**

Le séminaire organisé par le Forum de Sao Paulo du 30 juin au 2 juillet à Rio lance la création d'un Observatoire des gouvernements de gauche en Amérique latine. Trente intervenants de onze pays, ministres, responsables politiques et chercheurs, ont partagé pendant ces deux jours leurs analyses et questionnements.

Parmi les participants, Samuel Pinheiro Guimarães, haut représentant général du Mercosur, Ana Vignoli, Ministre du développement social de l'Uruguay, José Genoïno Neto, conseiller spécial au Ministère de la Défense du Brésil, José Brovotto, président du Front Large de l'Uruguay, Osvaldo Martinez, député cubain, Vanda Pignato, Secrétaire d'inclusion sociale du Salvador, Arturo Nuñez, sénateur du PRD du Mexique, Renato Rabelo, président du PC do B, Valter Pomar, secrétaire exécutif du Fom de Sao Paulo, Iole Iliada Lopes, responsable des Relations internationales du PT et son homologue du PC do B Ricardo Abreu Alemão.

Le séminaire traité des gouvernements progressistes d'Amérique latine mais en réalité, il a été surtout question de l'Amérique du Sud. C'est dans cette partie de la région où se sont installés les gouvernements de la gauche alors que le Mexique, la Colombie, le Chili, une bonne partie de l'Amérique Centrale et le Pérou jusqu'à l'élection d'Ollanata Humala, font partie de l' « Arc du Pacifique », formé des pays alliés des Etats Unis.

Premier constat : Les gouvernements progressistes ont été capables de maintenir une stabilité macro-économique mais à différence de la droite ils l'ont fait sans renoncer aux politiques de développement social grâce à une stratégie centré sur la revalorisation des salaires, de création d'emplois, de soutien aux plus défavorisés, de diversification des relations économiques et d'indépendance vis à vis des organismes financiers internationaux.

Cette stratégie a sortie des millions de personnes de la pauvreté et de l'indigence et a créé les conditions pour cimenter un marché intérieur qui a été l'un des éléments qui ont permis à ces pays d'affronter la crise. Deux autres facteurs ont joué en ce sens : La préférence donnée aux relations de dépendance vis à vis des Etats Unis ou de l'Europe fait partie du passé. La priorité est donnée aux relations avec la région et aux relations Sud/Sud. La Chine est aujourd'hui le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine et un investisseur de plus en plus présent.

L'autre facteur est la hausse des matières premières exportées par la région. Mais cette hausse est vue comme quelque chose de précaire, « une niche spéculative, ce qu'impose une diversification des économies et le développement des technologies et de chaînes productives.

L'Amérique latine vit un moment inédit et fait partie de la nouvelle configuration issue de la fin d'un monde bipolaire. Selon les participants, le monde se dirige de plus en plus vers une multiplication de pôles dynamiques de production de richesses et l'Amérique du Sud peut en être un. De là, l'importance d'avancer dans l'intégration régionale fondée sur la complémentarité, la coopération et la solidarité. Il s'agit avant tout d'une intégration

politique qui aspire à la paix et se donne les moyens de se défendre avec un Conseil de sécurité et défense. Depuis la création de l'Union des nations de l'Amérique du Sud, les pays de la région traitent leurs propres problèmes et se lancent dans des projets communs sans la présence ni des États Unis, ni de l'Espagne ni de l'Union Européenne, ce qui n'avait arrivé en 200 ans d'existence ces pays !

Les thèmes liés à la Défense sont nouveaux pour la gauche latino-américaine. Leur participation au gouvernement a suscité un intérêt qu'on doit associer à la nécessité d'une défense de l'espace économique, de l'intégration et des richesses naturelles, de la biodiversité et de l'eau, l'Amérique du sud étant la plus important réserve de ces biens communs au monde.

La défense est perçue par les intervenants au séminaire comme une stratégie de dissuasion et non pas comme offensive. Il a été aussi question de la récupération de la mémoire des années de dictatures et de répression politique. Il ne s'agit pas d'un règlement de comptes avec le passé mais de préparer l'avenir en se donnant des paramètres en matière de défense.

Plus de dix ans après le début de cette vague progressiste, des défis restent et des nouveaux s'imposent : les politiques mise en oeuvre ont répondu à l'urgence face aux dégâts laissés par le néolibéralisme. La pauvreté a reculé mais les inégalités restent les plus fortes au monde.

La mise en œuvre des projets de développement national et de consolidation de l'intégration régional sont à l'ordre du jour. La croissance n'amène pas forcément le développement et aller de l'avant pose la question de la transformation des sociétés. La priorité donné aux relations Sud/ Sud sont une forme de dépassement de la relation historique Nord/ Sud mais c'est quoi le « Sud » ? La Chine fait partie du Sud comme il y a vingt ans ? Le risque de nouvelles asymétries doit être évité.

La démocratie s'est imposé et des mécanismes de participation ont été créés dans certains pays dans d'autres, elle s'est bureaucratisé. L'État, toujours a disputer, n'est plus au service des élites mais a tendance au statu quo et doit être transformé. Les partis devront savoir être des soutiens des gouvernements au même temps qu'une conscience critique qui reste au contact des mouvements sociaux.

Le néolibéralisme n'est pas complètement vaincu et l'impérialisme, bien qu'affaibli, reste à l'affut. Changer pour apporter toujours des droits nouveaux et une alternative est toujours nécessaire. Sans changements, a dit l'un des intervenants, la gauche connaît l'usure et la droite réapparaît comme nouvelle

**Obey Ament**  
**7 juillet 2011**